

*Pouvoir d'emprunt supplémentaire*

dépend pour beaucoup moins que nous du commerce extérieur pour assurer son équilibre économique. Chez nous c'est 30 p. 100, au Japon c'est de l'ordre de 11 ou 12 p. 100. Donc notre marché intérieur n'est pas suffisant malgré toutes les mesures que nous pourrions mettre de l'avant pour la stimuler, pour permettre à l'économie canadienne de vivre et de prospérer par elle-même. Elle doit tenir compte, cette économie canadienne, des considérations extérieures. Donc, si tel est le cas et c'est le cas, si nous dévaluons par exemple la devise canadienne, bien sûr qu'à court terme, il est probable que les taux d'intérêt subiraient des pressions à la baisse, ce qui aiderait peut-être les entreprises canadiennes dans leurs projets d'expansion, parce que malgré la diminution considérable des taux d'intérêt que nous avons connue depuis quelques mois, le fait demeure qu'à cause de la stagnation, la récession que nous connaissons, ces entreprises sont encore réticentes à envisager des projets d'expansion.

Ceci dit, puisque notre économie nationale est dépendante des importations, comme elle l'est des exportations, dévaluer le dollar canadien aurait pour effet évident et immédiat d'instaurer dans les coûts des entreprises et dans l'économie en général une augmentation, une inflation qui serait dépendante de la valeur de sa dévaluation. Si votre dollar canadien vaut 3 ou 4 ou 5 p. 100 de moins que son pendant américain, c'est bien sûr que vos importations vous coûteront 3 ou 4 ou 5 p. 100 de plus, et ces 3 ou 4 ou 5 p. 100 de plus, il faut qu'ils soient absorbés par l'économie, c'est inévitable. Donc, nous accélérerions l'inflation et cet avantage à court terme que nos entreprises pourraient gagner à pouvoir vendre leurs produits à l'étranger moins cher, elles le perdraient à coup sur et rapidement eu égard aux coûts additionnels qu'elles auraient à absorber dans leurs intrants lorsque la valeur ajoutée des importations suite à la dévaluation serait ou devrait être incorporée dans ces coûts en cause, et sans parler bien sûr des consommateurs qui devraient payer leurs oranges, leurs pamplemousses, leurs agrumes, leurs légumes et le reste plus cher, de même pour le pétrole et tous les produits que le Canada doit importer. Donc, la dévaluation n'est pas une solution aussi évidente qu'elle le paraît, et bien qu'elle puisse peut-être à court terme apporter des adoucissements au niveau de la politique d'intérêts, je ne suis pas certain qu'à long terme et même à moyen terme pour l'ensemble de l'économie elle serait, cette dévaluation, une solution raisonnable. Autre solution possible dans un autre ordre d'idées, et celui-là aux problèmes du chômage très grave que nous connaissons présentement au Canada, c'est une surstimulation de l'économie canadienne d'une part et, d'autre part, d'une aide considérablement accrue aux Canadiens qui se trouvent présentement sans emploi soit par le biais de programmes directs de création d'emplois, soit par le biais d'un gonflement des enveloppes sociales qui existent présentement afin de les aider à surmonter les temps difficiles que nous connaissons.

Je reviendrai dans quelques instants sur le volet social, mais je voudrais dire à ceux qui demandent une surstimulation d'une part et une augmentation du déficit budgétaire d'autre part, puisque c'est de cela qu'il s'agit, afin de mettre sur pied des programmes massifs de création d'emplois, comment ils pourraient justifier une augmentation encore plus importante du déficit budgétaire du gouvernement canadien qui est sérieux et qui lui-même, ce déficit, fait l'objet de récriminations acerbes dans plusieurs milieux et non les moindres de

l'autre côté de la Chambre, et qui, de par sa taille, oblige à drainer, c'est inévitable, beaucoup de la capacité du secteur des capitaux à financer les investissements. Le fait que le déficit soit ce qu'il est aujourd'hui, nous en connaissons les causes, ce sont surtout d'abord et avant tout les stabilisateurs économiques qui l'ont poussé à la hausse à mesure que la récession devenait plus pénible. C'est d'ailleurs une excellente chose, monsieur le président, que ces stabilisateurs existent puisqu'ils permettent à l'économie en général, aux Canadiens en particulier de pouvoir étaler les effets des temps durs d'une part et les avantages des vaches plus grasses d'autre part, de sorte que les Canadiens n'aient pas à vivre en dents de scie d'une année à l'autre dépendant des cycles inévitables et normaux auxquels sont astreintes toutes les économies occidentales de par la nature même de l'offre et de la demande.

• (1450)

Donc ces stabilisateurs, je ne pense pas qu'ils soient remis en question par personne, et s'ils ne sont pas remis en cause par personne, je ne vois pas comment on peut se plaindre de façon trop virulente du fait que le déficit soit ce qu'il est aujourd'hui. Par définition, et le ministre des Finances l'a dit, une très grande partie de ce déficit est causée par l'effet des stabilisateurs et si on parle de déficit, je dirais à ceux qui en parlent de surtout parler des stabilisateurs. Et s'ils sont contre ces stabilisateurs, qu'on les entende, et on en discutera. Par ailleurs, il faut bien admettre que la sagesse traditionnelle nous dit que dans les temps difficiles, le gouvernement doit pomper de l'argent dans l'économie. Et voilà le dilemme. Jusqu'où peut-on aller eu égard à un déficit considérable pour pomper de l'argent dans l'économie et faire en sorte que cette économie soit sur-stimulée ou stimulée?

C'est un débat qui peut durer longtemps; j'ai remarqué avec intérêt que les néo-démocrates l'ont résolu à leur façon à leur dernier congrès. Pour eux, le point de non-retour est atteint. Dorénavant, pour stimuler, il ne faut plus augmenter encore davantage le déficit, mais il faut couper dans des programmes. Je les félicite, je partage cette opinion. Mais pour d'autres, le point de non-retour n'est pas encore atteint, et il faudrait dépenser encore plus. Je lisais certains commentateurs qui se plaignaient, et pour le bénéfice de la démonstration, monsieur le président, je vais faire la sourde oreille aux commentaires du chef de l'opposition officielle (M. Clark) qui se plaignait par exemple du fait que nous demandions aux Canadiens de faire plus de contributions au fond de l'assurance-chômage, étant accepté le fait que nous mettrons nous-même un milliard de dollars pour compenser en partie le déficit de la caisse de l'assurance-chômage, donc il se plaignait que nous imposions cette obligation réelle aux Canadiens dans des temps difficiles et n'offrant pas de solution de rechange, ce qui me laisse à penser qu'il aurait voulu que le gouvernement canadien finance cette caisse d'assurance-chômage pour l'année prochaine. Alors où aurait-il pris l'argent? Est-ce qu'il est prêt à augmenter le déficit encore plus, et alors là, on en tirera les conclusions, ou est-ce qu'il aurait voulu redistribuer ailleurs, et alors où? Je ne fais que poser la question. Et je ne fais qu'exposer le dilemme. Tout cela pour dire, monsieur le président, que je pense que c'est maintenant quasiment un consensus à l'effet que le gouvernement canadien peut difficilement augmenter beaucoup plus le déficit que le chiffre qui nous a été proposé de 23 milliards de dollars environ. Et cela, évidemment, à cause